

	Sociale maatregel	Indicator
7	Sociale tegemoetkoming	Totaal aantal huishoudens dat in aanmerking komt voor de sociale tegemoetkoming (= aantal huishoudens BVT voor het afgelopen jaar)
8		Jaarlijks aantal huishoudens dat in aanmerking komt voor de sociale tegemoetkoming dat beschikt over een individuele meter voor het afgelopen jaar
9		Jaarlijks aantal huishoudens dat in aanmerking komt voor de sociale tegemoetkoming dat beschikt over een collectieve meter voor het afgelopen jaar
10		Totaal aantal huishoudens dat de sociale tegemoetkoming werkelijk heeft ontvangen (individuele en collectieve meters) voor het afgelopen jaar
11		Aantal huishoudens dat beschikt over een individuele meter en de sociale tegemoetkoming werkelijk heeft ontvangen voor het afgelopen jaar
12		Aantal huishoudens dat beschikt over een collectieve meter en de sociale tegemoetkoming werkelijk heeft ontvangen voor het afgelopen jaar
13		Kosten van de sociale tegemoetkoming (totaal toegekend bedrag en operationele en beheerskosten) voor het afgelopen jaar
14		Uitsplitsing van de huishoudens die de sociale tegemoetkoming hebben ontvangen voor het afgelopen jaar, naar aantal leden van het huishouden
15		Uitsplitsing naar gemeente (per postcode) van de huishoudens die de sociale tegemoetkoming hebben ontvangen voor het afgelopen jaar
16	Maandelijkse betaling van de waterrekening	Percentage van het aantal huishoudens dat een maandelijkse waterrekening kreeg voor het afgelopen jaar
17	Redelijke betalingsplannen	Aantal aangevraagde redelijke betalingsplannen in de loop van het jaar
18		Aantal toegekende redelijke betalingsplannen in de loop van het jaar
19		Aantal lopende redelijke betalingsplannen op 31 december van het afgelopen jaar
20		Aantal nageleefde lopende redelijke betalingsplannen op 31 december van het afgelopen jaar
21		Gemiddelde duur van de toegekende redelijke betalingsplannen in het afgelopen jaar
22	Algemene opvolging van de waterarmoede - Doeltreffendheid van de maatregelen	Percentage huishoudens die zich in een situatie van wanbetaling bevinden voor het afgelopen jaar
23		Totaalbedrag van de gecumuleerde betalingsachterstand op 31 december van het afgelopen jaar
24		Totaalbedrag van de onbetaalde rekeningen voor het afgelopen jaar
25		Aantal ingestelde geschillenprocedures in de loop van het jaar
26		Aantal verstuurd ingebrekestellingen in de loop van het jaar
27		Gemiddeld bedrag van de jaarfactuur voor een gezin van twee personen voor het afgelopen jaar

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van 3 april 2023 tot vaststelling van de lijst van evaluatie- en opvolgingsindicatoren en de minimuminhoud van het gedetailleerd evaluatieverslag bedoeld in artikel 9 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juni 2022 houdende de uitvoering van een aantal sociale maatregelen waarin is voorzien in de ordonnantie van 20 oktober 2006 tot opstelling van een kader voor het waterbeleid.

A. MARON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/41268]

2 MARS 2023. — Arrêté 2022/731 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française et l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1^{er} ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1^o ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 20 avril 2022 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 12 mai 2022 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 12 mai 2022 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 12 mai 2022 ;

Vu le protocole n° 2022/19 du 27 octobre 2022 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis 72.788/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 janvier 2023 en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 2. Dans la partie II de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, l'article 5 est abrogé.

Art. 3. Dans la partie II du même arrêté, il est inséré les articles 5/1 à 5/3 rédigés comme suit :

« Art.5/1. A des fins d'organisation du travail, le Conseil de direction élabore le plan de personnel et l'organigramme des services du Collège.

Art.5/2. § 1^{er}. Le plan de personnel est un plan dans lequel est déterminé, par niveau, par rang et par grade, le nombre de membres du personnel exprimé en équivalents temps plein jugés nécessaires à l'exécution des missions assignées aux services du Collège de la Commission communautaire française.

Le Conseil de direction prépare au moins un plan de personnel par année budgétaire et le soumet au Collège au plus tard le 15 février de l'année d'exécution dudit plan. Le plan de personnel est accompagné des avis motivés qui clôturent la concertation du plan de personnel avec les organisations syndicales.

Le plan de personnel doit être compatible avec les moyens budgétaires disponibles, exprimés en année complète pour tous les emplois.

§ 2. Le Collège adopte sur proposition du Conseil de direction le plan de personnel. En l'absence de proposition du Conseil de direction dans les délais impartis, le Collège peut fixer un plan de personnel.

En l'absence de fixation par le Collège du plan de personnel, le dernier plan fixé reste d'application.

§ 3. Le Collège adopte une circulaire portant sur l'élaboration et le suivi de l'exécution du plan de personnel sur la base de l'enveloppe de personnel, après concertation avec les organisations syndicales.

§ 4. La fixation par le Collège du plan de personnel implique l'autorisation d'occupation des emplois y prévus par recrutement, promotion, mutation ou engagement.

Le plan de personnel est communiqué à tous les membres du personnel et publié au *Moniteur belge*.

Art. 5/3. L'organigramme représente les liens fonctionnels, organisationnels et hiérarchiques au sein des services du Collège.

Le Conseil de direction fixe l'organigramme en prenant en considération les missions confiées par le Collège ainsi que ses recommandations. Cet organigramme, ainsi que toutes les modifications qui y sont apportées, sont communiqués à tous les membres du personnel ».

Art. 4. Dans la partie VI du même arrêté, l'article 53 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 53. Le plan de personnel visé à l'article 5/2 implique l'autorisation d'occupation des emplois y prévus par recrutement, promotion, mutation ou engagement. Le plan de personnel vaut déclaration de vacance par le Collège de tout emploi inoccupé ou de tout emploi qui cessera d'être occupé dans les six mois à venir, qui fait suite au départ du titulaire de l'emploi ou parce qu'il s'agit d'un nouveau besoin identifié ou d'une inoccupation temporaire.

Lorsqu'un emploi d'un grade de recrutement est devenu vacant, il est recouru, par priorité, à la promotion par accession au niveau supérieur ou à la mutation. A défaut, il peut être recouru au recrutement ».

Art. 5. Dans l'article 62 du même arrêté, les mots « du cadre organique » sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 63 alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots «, prévu au cadre et » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 96 §2 du même arrêté, les mots « figurer au cadre organique » sont remplacés par les mots « être compatible avec le plan de personnel ».

Art. 8. Dans l'article 279/1, alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « prévus au cadre organique » sont abrogés.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 9. Dans l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française, les mots « prévu au cadre » sont remplacés par les mots « prévu dans le plan de personnel ».

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 10. Dans l'article 6 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 2 est abrogé ;

2° Dans l'alinéa 3, les mots « à défaut de candidat répondant aux conditions fixées par la déclaration de vacance d'emploi visée à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à défaut de candidat répondant aux conditions de la description de fonctions ».

Art. 11. Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « portée par note de service à la connaissance de » sont remplacés par les mots « envoyée par lettre recommandée électronique à » ;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « La note de service » est remplacée par les mots « Celle-ci » ;

3° Dans le paragraphe 1^{er}, les alinéas 3 et 4 sont abrogés ;

4° Dans le paragraphe 2, les mots « ou par courrier électronique » sont insérés entre les mots « par lettre recommandée » et les mots « au Fonctionnaire dirigeant » ;

5° Dans le paragraphe 2, les mots « le 1^{er} jour ouvrable qui suit celui de la remise à l'intéressé ou celui de la présentation par la poste de la déclaration de vacance d'emploi. Le récépissé de la poste fait foi. » sont remplacés par les mots « le premier jour ouvrable qui suit la réception de la lettre recommandée électronique ».

6° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3. Les propositions de promotion sont envoyées par lettre recommandée électronique aux fonctionnaires qui ont introduit leur candidature dans les formes et les délais prescrits ».

7° Dans le paragraphe 5, les mots « ou par courrier électronique » sont insérés entre les mots « par lettre recommandée » et les mots « adressée au Fonctionnaire dirigeant ».

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 12. Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 2 mars 2023.

Pour le Collège :

Barbara TRACHTE,

Présidente du Collège,

Membre du Collège, chargée de la fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2023/41268]

2 MAART 2023. — **Besluit 2022/731 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie en het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, §3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 79, §1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 april 2022;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met Begroting, gegeven op 12 mei 2022;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, van 12 mei 2022;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, van 12 mei 2022;

Gelet op het protocol nr. 2022/19 van 27 oktober 2022 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies 72.788/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2023, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. In dit besluit wordt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet geregeld.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 2. In deel II van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt artikel 5 opgeheven.

Art. 3. In deel II van hetzelfde besluit worden de artikelen 5/1 tot 5/3 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 5/1. Om het werk te organiseren, werkt de directieraad het personeelsplan en het organogram van de diensten van het College uit.

Art. 5/2. §1. Het personeelsplan is een plan waarin per niveau, per rang en per graad het aantal personeelsleden, uitgedrukt in voltijdsequivalenten, wordt vastgelegd dat noodzakelijk wordt geacht om de opdrachten die zijn toegewezen aan de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, uit te oefenen.

De directieraad bereidt minstens één personeelsplan per begrotingsjaar voor en legt het voor aan het College, ten laatste op 15 februari van het jaar waarin het plan wordt uitgevoerd. Het personeelsplan gaat vergezeld van gemotiveerde adviezen waarmee het overleg over het personeelsplan met de vakbondsorganisaties wordt afgesloten.

Het personeelsplan moet verenigbaar zijn met de beschikbare budgettaire middelen, die uitgedrukt worden voor een volledig jaar voor alle betrekkingen.

§2. Op voorstel van de directieraad neemt het College het personeelsplan aan. Bij gebrek aan een voorstel van de directieraad binnen de daartoe vastgestelde termijnen kan het College zelf een personeelsplan opstellen.

Bij gebrek aan een vastlegging van het personeelsplan door het College blijft het laatste vastgelegde plan van toepassing.

§3. Het College neemt na overleg met de vakbondsorganisaties een omzendbrief aan met betrekking tot de uitwerking en opvolging van de uitvoering van het personeelsplan op basis van de personeelsenvolpe.

§4. De vastlegging door het College van het personeelsplan houdt de toestemming in van de bezetting van de betrekkingen die door aanwerving, promotie, overplaatsing of indienstneming worden voorzien.

Het personeelsplan wordt meegedeeld aan alle personeelsleden en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5/3. In het organogram worden de functionele, organisatorische en hiërarchische verbanden binnen de diensten van het College weergegeven.

De directieraad legt het organogram vast, rekening houdend met de opdrachten die door het College zijn toevertrouwd en met de aanbevelingen ervan. Dat organogram, en alle wijzigingen ervan, worden meegedeeld aan alle personeelsleden.”

Art. 4. In deel VI van hetzelfde besluit wordt artikel 53 vervangen door wat volgt:

“Art. 53. Het personeelsplan bedoeld in artikel 5/2 houdt de toestemming in van de bezetting van de betrekkingen die door aanwerving, promotie, overplaatsing of indienstneming worden voorzien. Het personeelsplan geldt als de vacantverklaring door het College van elke openstaande betrekking of elke betrekking die binnen de eerstvolgende zes maanden vrijkomt en die het gevolg is van het vertrek van de titularis van de betrekking of wegens een vastgestelde nieuwe behoefte of een tijdelijke openstaande betrekking.

Wanneer een betrekking van een wervingsgraad vacant is geworden, wordt voorrang gegeven aan de bevordering door overgang naar het hogere niveau of aan overplaatsing. Bij gebrek daaraan kan een beroep worden gedaan op aanwerving.”

Art. 5. In artikel 62 van hetzelfde besluit worden de woorden “op de personeelsformatie” opgeheven.

Art. 6. In artikel 63, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “waarin is voorzien in de personeelsformatie en” opgeheven.

Art. 7. In artikel 96, §2, van hetzelfde besluit worden de woorden “voorkomen in de personeelsformatie” vervangen door de woorden “verenigbaar zijn met het personeelsplan”.

Art. 8. In artikel 279/1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “die in het organieke kader voorzien zijn” opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 9. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie worden de woorden "in de personeelsformatie voorkomende" vervangen door de woorden "in het personeelsplan voorkomende".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 10. In artikel 6 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, dat gewijzigd werd bij het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het tweede lid wordt opgeheven.

2° In het derde lid worden de woorden 'bij gebrek aan een kandidaat die voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld bij de vacantverklaring van een betrekking zoals bedoeld in het tweede lid' vervangen door de woorden "bij gebrek aan een kandidaat die voldoet aan de voorwaarden van de functiebeschrijving".

Art. 11. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In §1, eerste lid, worden de woorden "via een een dienstnota ter kennis gebracht" vervangen door de woorden "via een elektronische aangetekende brief verstuurd".

2° In §1, tweede lid, worden de woorden "De dienstnota" vervangen door de woorden "Die brief".

3° In §1 worden leden 3 en 4 opgeheven.

4° In §2 worden de woorden "of per elektronische post" ingevoegd tussen de woorden "bij een ter post aangetekende brief" en de woorden "aan de leidend ambtenaar".

5° In §2 worden de woorden "de eerste werkdag die volgt op de dag dat de vacantverklaring van de betrekking overhandigd is aan de betrokkene of hem per post is verstuurd. Het ontvangstbewijs van de post geldt als bewijs." vervangen door de woorden "de eerste werkdag na de dag waarop de elektronische aangetekende brief werd ontvangen."

6° §3 wordt vervangen door wat volgt: "§3. De voorstellen tot bevordering worden per elektronische aangetekende brief verstuurd naar de ambtenaren die zich overeenkomstig de vormvereisten en binnen de opgelegde termijnen kandidaat hebben gesteld."

7° In §5 worden de woorden "of per elektronische post" ingevoegd tussen de woorden "bij een ter post aangetekende brief" en de woorden "worden verstuurd aan de leidend ambtenaar".

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 12. Het collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 2 maart 2023.

Namens het College:

Barbara TRACHTE,
Voorzitster van het College,
Collegelid, belast met Openbaar Ambt